**Nombre de membres
en exercice:** 10

Présents : 9

Votants: 9

Séance du 25 janvier 2021

L'an deux mille vingt-et-un et le vingt-cinq janvier l'assemblée régulièrement convoquée le 25 janvier 2021, s'est réunie sous la présidence de

Sont présents: Chantal JEANSON LAMBERT, Jean François DE MUER, Olivier DOUILLET, Hervé GAND, Guy LARDENOIS, Rachel BILLON, Sylvie NICOLLE, Sebastien LAURENT, Hubert PILLOY

Représentés:

Excuses: Kévin RAULET

Absents:

Secrétaire de séance: Sylvie NICOLLE

Ordre du jour:

- 1 - Approbation compte-rendu de la réunion du Conseil municipal du 17 décembre 2020
- 2 - Signature de la promesse de vente de la parcelle cadastrée ZB40 au lieu-dit "Closure" pour l'installation d'un pylône de radiotéléphonie mobile.
- 3 - Mise en concurrence du contrat d'assurance groupe par le Centre de gestion
- 4 - Etude de l'aménagement du village
- 5 - Questions diverses

Le quorum étant atteint, Mme le Maire ouvre la séance à 20h00.

Objet: Promesse de vente d'une parcelle pour l'installation d'un pylône de radiotéléphonie mobile - DE 2021 001

Au cours de sa séance du 17 décembre 2020, le Conseil municipal a autorisé la Société HIVORY SAS à conduire un ensemble d'études préalables à l'installation d'un pylône de radiotéléphonie mobile sur la parcelle ZB 40, au lieu-dit « Closure », d'une surface de 160 m² environ.

Avant toute intervention du géomètre ou d'entreprises sur site, un contrat doit être passé entre la commune de Seigneulles et la Société HIVORY SAS, constituant une « promesse de vente » du terrain sur lequel doit être implanté le pylône.

Ce document sera enregistré auprès du centre des impôts fonciers accompagné des plans établis par le géomètre et servira au notaire pour la rédaction de l'acte authentique de vente.

Il est précisé que le contrat a une validité de 18 mois à compter de la date de signature, durée pendant laquelle les études du terrain seront entreprises nécessaires à la mise au point du projet de construction.

Après en avoir délibéré,

Les membres du Conseil municipal, avec 8 voix pour et 1 abstention

autorisent Madame le Maire à signer avec l'entreprise HIVORY SAS, un contrat constituant « une promesse de vente » d'une partie du terrain cadastré section ZB N° 40, au lieu-dit « Closure », en vue de l'installation d'un pylône de radiotéléphonie mobile.

Objet: Contrat d'assurance des risques statutaires - DE 2021 002

Mme le Maire informe les membres du Conseil municipal que, le contrat d'assurance groupe mis en place par le Centre de gestion et auquel adhère la commune de Seigneulles, arrive à échéance au 31 décembre 2021.

Mme le Maire rappelle :

- La possibilité, pour les communes, d'adhérer au service d'assurance groupe mis en place par le Centre de Gestion, pour la couverture des risques statutaires inhérents au statut des agents publics, (application de l'article 26 de la loi n° 54-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant statut de la fonction publique territoriale)
- La possibilité de mandater le Centre de Gestion en vue de la souscription, pour son compte, d'un contrat d'assurance la garantissant contre les risques financiers découlant des dispositions de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984.

Aussi, le Centre de gestion souhaite lancer un appel d'offre afin de mettre en concurrence les différents organismes d'assurance. Pour ce faire, il sollicite l'ensemble des communes meusiennes afin de connaître celles qui souhaitent adhérer au nouveau contrat de groupe qui serait passé pour 4 ans à compter de janvier 2022.

Mme le Maire précise que la décision définitive d'adhérer au contrat d'assurance groupe fera l'objet d'une nouvelle délibération après information par le Centre de Gestion du résultat de la mise en concurrence.

Après en avoir délibéré,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26,

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 4) de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et relatif aux contrats souscrits par les Centres de Gestion pour le compte des collectivités locales et établissements publics territoriaux,

Les membres du Conseil municipal autorisent à l'unanimité Mme le Maire à mandater le Centre de Gestion en vue de la négociation et souscription, pour son compte, de contrats d'assurance auprès d'une entreprise d'assurance agréée.

Les conditions des contrats pour lesquels le Centre de Gestion reçoit mandat sont les suivantes :

- Régime du contrat : capitalisation
 - Type de contrat : contrat groupe
 - Durée du contrat : 4 ans
 - Catégorie de personnel à assurer :
- Agents titulaires ou stagiaires affiliés à la CNRACL
 - Agents contractuels et agents titulaires ou stagiaires affiliés à l'IRCANTEC effectuant plus ou moins de 150 heures par trimestre.

L'étendue des garanties pour lesquelles le Centre de Gestion reçoit mandat est celle résultant des articles L416-4 du Code des Communes et 57 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée susvisée.

JEANSON LAMBERT Chantal Maire	GAND Hervé 1 ^{er} Adjoint	DOUILLET Olivier 2d Adjoint
NICOLLE Sylvie conseillère	DE MUER Jean François, Conseiller	PILLOY Hubert conseiller
BILLON Rachel conseillère	LARDENOIS Guy Conseiller	RAULET Kévin conseiller
LAURENT Sébastien conseiller		